

Éric Bédard « lâche le Bloc ». Quand la parole de l'historien résonne dans la Cité

Raphaël Gani, étudiant à la maîtrise en histoire de l'Université Laval, et Alexandre Turgeon, candidat au doctorat en histoire de l'Université Laval

Introduction

Le 30 mars 2011, à un peu plus d'un mois des élections fédérales canadiennes du 2 mai 2011, l'historien souverainiste bien connu Éric Bédard s'est lancé dans la mêlée de la campagne électorale d'une manière qui n'est pas passée inaperçue. « Je lâche le Bloc », déclarait-il haut et fort dans une lettre d'opinion parue dans les pages du journal *La Presse*. Éric Bédard annonce qu'il ne votera pas pour le Bloc Québécois pour la toute première fois depuis la création du parti, en 1991. Il fait ainsi valoir son désaccord avec la coalition avortée de 2008, où le Bloc Québécois s'était engagé à donner son appui à un gouvernement formé du Parti libéral du Canada et du Nouveau Parti démocratique. Nous ne considérons pas qu'Éric Bédard ait prédit les résultats des élections du 2 mai 2011, et encore moins qu'il en fut responsable, contrairement à certains commentateurs qui ont vu dans sa prise de position un signe avant-coureur de la débâcle du Bloc Québécois — 49 sièges remportés aux élections de 2008, quatre sièges en 2011. Néanmoins, pendant cette campagne électorale fédérale, il est intéressant de souligner qu'Éric Bédard en vient à incarner un certain archétype : celui du souverainiste déçu qui délaisse le Bloc Québécois. Il s'agit même, selon Pierre Bouchard, un utilisateur du site Internet Vigile, du « syndrome Éric Bédard ».

La lettre d'opinion qu'Éric Bédard signe en tant qu'historien paraît sous différents titres dans les journaux *La Presse*, *Le Devoir*, *Le Soleil*, *Le Droit* (30 mars 2011) et *The Gazette* (6 avril 2011), avec de légères différences dans le contenu ci et là. Cette lettre constitue à notre sens un témoignage de l'engagement de l'historien dans la Cité. L'engagement d'un historien nationaliste, de surcroît, qui se positionne contre un vote pour un parti politique nationaliste, le Bloc Québécois. Cette lettre reflète notamment le malaise partagé par bon nombre de Québécois et certains nationalistes à l'égard de la présence — et de la pertinence — du Bloc Québécois à Ottawa.

Une lettre, plusieurs titres		
Date de parution	Journal	Titre
30 mars 2011	<i>La Presse</i>	« Je lâche le Bloc »
30 mars 2011	<i>Le Soleil</i>	« Cette fois, je ne voterai pas pour le Bloc »
30 mars 2011	<i>Le Droit</i>	« Je ne donnerai pas mon vote au Bloc »
30 mars 2011	<i>Le Devoir</i>	« Pourquoi je ne voterai pas pour le Bloc »

6 avril 2011	<i>The Gazette</i>	« Duceppe's coalition talk betrays the founding principles of the Bloc »
--------------	--------------------	--

Partant de cette lettre d'Éric Bédard, il nous a semblé à propos d'interroger l'engagement de l'historien dans la Cité à partir d'une étude de cas. Comment la parole de l'historien résonne-t-elle dans la Cité ? Cette prise de parole de l'historien est-elle remarquée, commentée et critiquée, et, si oui, comment ? Par ailleurs, quels sont les gains de cette prise de parole pour l'historien ? Il sera question ici des gains potentiels — pensons entre autres au capital symbolique — mais aussi des dangers et des écueils que l'historien risque de rencontrer sur la route de son engagement. Il ne faudrait pas l'oublier, lorsqu'un historien prend la parole dans la Cité, c'est sa réputation, sa crédibilité à titre d'intellectuel et aussi d'expert des affaires du passé qu'il engage.

Ce texte débutera par une brève présentation, aussi sommaire soit-elle, d'Éric Bédard, l'historien engagé, pour passer à la lettre du 30 mars 2011, mise en perspective par les débats ayant porté sur la pertinence du Bloc Québécois depuis sa fondation. Suivront quelques considérations sur les diverses formes de l'engagement d'Éric Bédard et leur médiatisation sur sa page internet personnelle, en s'arrêtant à ses lettres d'opinion. Nous passerons enfin aux réactions que la lettre du 30 mars 2011 a suscitées, sur le site Internet du *Devoir* et ailleurs. Les risques et défis auxquels s'est exposé Éric Bédard, qui sont liés de près au thème général de l'engagement de l'historien dans la Cité, retiendront notre attention à la toute fin du texte.

Éric Bédard, un historien engagé

Avant toute chose, quelques questions méritent d'être tirées au clair. Pourquoi analyser l'engagement d'Éric Bédard, et non pas l'engagement d'un autre historien ? Et pourquoi cette lettre parmi toutes les autres, la lettre d'opinion n'étant que l'une des nombreuses facettes de l'engagement de l'historien ? Diverses raisons justifient notre choix. D'emblée, il faut le reconnaître, le circonstanciel joue un grand rôle dans l'amorce de cette recherche : la lettre du 30 mars 2011 paraît alors que la campagne électorale fédérale bat son plein. Témoins de l'engagement d'Éric Bédard dans la Cité, cette lettre nous interpelle certes par son propos, mais plus particulièrement par la signature historique qu'il y appose. En lisant les premiers commentaires suscités par la lettre, nous notons déjà que cette signature est reprise, commentée et critiquée. Dès lors, il nous apparaît que cette lettre constitue une portée d'entrée à l'exploration d'un phénomène peu étudié : celui de la résonance de l'engagement d'un historien dans la Cité.

La sélection d'Éric Bédard comme sujet de cette recherche se justifie aisément, aussi, du fait qu'il est l'un des historiens les plus engagés à l'heure actuelle au Québec. Aux côtés des Gérard Bouchard, Robert Comeau, Yvan Lamonde et Jocelyn Létourneau, mais sans nécessairement partager les opinions de tout un chacun, Éric Bédard intervient régulièrement dans l'espace public sur une panoplie de sujets. C'est sans compter son implication dans diverses coalitions – pensons à *Jeune souverainiste* dans les années 1990, au Collectif pour une éducation de qualité dont il est cofondateur ou encore à la Coalition pour l'histoire, depuis les années 2000 –, et sa participation à maintes émissions de télévision, notamment *Au tour de l'histoire* sur Vox depuis 2011 avec l'écrivain Jean Barbe.

Le fait qu'Éric Bédard signe sa lettre en tant qu'historien n'est pas anodin, tant s'en faut. Des 15 lettres d'opinion de sa plume que nous avons répertoriées au moment d'effectuer cette recherche — publiées entre février 2003 et septembre 2011 —, 13 d'entre elles sont justement signées « historien ». En usant de cette griffe, c'est une posture qu'Éric Bédard adopte lorsqu'il prend la parole. Cette signature lui accorde à la fois l'autorité et la légitimité de s'exprimer sur les affaires du passé. Qui plus est, ce n'est pas comme si Éric Bédard n'avait pas d'autres moyens de s'identifier, sur la place publique. Au lieu de s'identifier simplement comme « historien » dans sa lettre du 30 mars 2011, il aurait pu fort bien indiquer qu'il était « professeur à la TÉLUQ », pour ne donner que ce seul exemple. Par ailleurs, nous verrons que les lecteurs de la lettre d'Éric Bédard remarquent cette signature. Avant d'étudier la réception de la lettre, il nous faut d'abord présenter son argumentaire et le contexte de sa production.

La pertinence du Bloc Québécois à Ottawa, un vieux débat

Dans sa lettre, Éric Bédard remet en question la pertinence du Bloc Québécois. Il faut en convenir, la thèse n'est pas nouvelle. Comme l'illustre le chroniqueur Richard Martineau avec une image forte dont il a le secret (29 mars 2011), il « y a trois choses de sûres dans la vie : la mort, les taxes et les débats sur la pertinence du Bloc Québécois ». Depuis la fondation du parti, sa raison d'être est constamment remise en question tant par ses adversaires que par certains de ses alliés naturels, les nationalistes québécois. Quels sont les arguments les plus souvent évoqués ? Mentionnons-en trois : la contradiction d'avoir un parti souverainiste à Ottawa, comme quoi l'indépendance se fera à Québec, ou elle ne se fera pas ; le Bloc Québécois se voulait au départ voué à une brève existence, de dire son fondateur, Lucien Bouchard ; loin de rassembler tous les souverainistes sous sa bannière, le Bloc Québécois est un parti de gauche qui sacrifie la souveraineté à l'autel de la social-démocratie. Certains, plus polémistes, diront même que le Bloc Québécois est vendu aux syndicats.

De ces sempiternels débats qui reviennent sous une forme ou sous une autre depuis 20 ans et dont il se fait lui-même l'écho, Éric Bédard se démarque surtout en insistant sur ce qu'il appelle la trudeauisation du projet national. C'est-à-dire que le mouvement souverainiste québécois, s'abreuvant aux eaux du multiculturalisme mis de l'avant par Pierre Elliott Trudeau, s'est mué en un « néosouverainisme » où le poids de l'histoire est désormais évacué. Brandissant le spectre de la coalition avortée de 2008, Éric Bédard s'insurge qu'un parti souverainiste contribue au couronnement du père de la loi sur la clarté, le « dernier héritier du trudeauisme ». Rappelons ici que les chefs des partis d'opposition à Ottawa, Stéphane Dion, Jack Layton et Gilles Duceppe, se sont entendus pour porter au pouvoir un gouvernement de coalition du Parti libéral du Canada et du Nouveau parti démocratique, avec l'appui tacite du Bloc Québécois, afin de battre le Parti conservateur de Stephen Harper.

En fait, s'il est bien un point sur lequel la contribution d'Éric Bédard au présent débat sur le Bloc Québécois se démarque le plus, c'est que son argument se déploie à travers une lecture des événements, depuis la fondation du Bloc Québécois jusqu'à nos jours, dont la profondeur historique — rendue possible par son statut d'historien — est pour le moins inédite. Cette lecture historicisée des événements vient consolider son argument, soit celui de ne plus voter pour le Bloc. Il rappelle ainsi, depuis les suites de l'Accord du lac Meech qui ont permis la naissance du Bloc Québécois, quelques éléments déterminants — à son sens — de l'histoire du parti. Le troisième paragraphe de son texte est consacré tout entier à la chose :

Élection après élection, j'ai voté Bloc, malgré certains irritants : le « nettoyage civique » des discours sur la nation québécoise à partir du congrès de janvier 2000 ; la « CSNisation » de l'état-major du parti ; la direction autoritaire d'une formation politique de moins en moins financée par sa base ; le culte de la personnalité du chef (le Bloc a créé un prix Gilles-Duceppe !), etc. Solidarité nationale oblige, j'ai passé outre et continué à voter Bloc. Il faut dire que j'avais été impressionné par son travail dans le dossier des commandites.

C'est ainsi qu'Éric Bédard établit la petite histoire du Bloc Québécois, en exposant tout d'abord la liste de griefs qu'il lui adresse, pour ensuite conclure sur une note positive, soit son travail dans le cadre du dossier des commandites. Cette histoire est rendue possible du fait qu'Éric Bédard est non seulement un historien, donc qualifié pour la chose, mais aussi parce que l'historien de la TELUQ gravite dans les milieux nationalistes. Il est ainsi en mesure d'affirmer, avec un regard de l'intérieur, que l'état-major du parti se « CSNise » pour reprendre son expression.

Une telle lecture est d'autant plus inédite en considérant le fait qu'Éric Bédard est l'un des premiers historiens à porter un regard critique sur le Bloc Québécois, à s'y intéresser de front et non de biais. Que les historiens ne s'intéressent guère au Bloc Québécois ne devrait surprendre quiconque. D'abord, du fait que le Bloc Québécois reste une créature de l'histoire politique récente du Québec et du Canada. Les premiers travaux consacrés au Bloc Québécois commencent d'ailleurs à paraître, de nos jours. Dans l'ensemble, les partis politiques n'ont guère retenu l'attention des chercheurs des sciences historiques. Au Québec, nous devons aux politologues Vincent Lemieux et Réjean Pelletier les travaux les plus poussés sur ces questions. Le Parti québécois est étudié, certes, mais plusieurs études — dont celles d'Éric Bédard — portent sur sa fondation où le parti se confond, à vrai dire, avec son fondateur, René Lévesque. Il a d'ailleurs fallu attendre l'année 2010 pour que le *Bulletin d'histoire politique* consacre un premier numéro thématique à la question des partis politiques. Bref, disons que bien des travaux restent à être menés sur les partis politiques, et sur le Bloc Québécois en particulier. Sur ce point, l'intervention d'Éric Bédard sur le Bloc Québécois se distingue avantageusement.

L'historien face à son propre engagement

En septembre 2011, à l'occasion de la sortie de son tout dernier ouvrage, *Recours aux sources. Essais sur notre rapport au passé*, Éric Bédard a été appelé à revenir sur le rôle de l'historien dans la Cité. Selon lui, le rôle de l'historien est « d'expliquer comment les gens du passé voyaient les choses et non pas comment ils auraient dû voir les choses ». Or, Éric Bédard n'emprunte pas cette voie interprétative lorsqu'il prend la parole dans la Cité, le 30 mars 2011. Dans cette lettre, l'historien veut non seulement faire part des raisons qui justifient son choix de ne pas appuyer le Bloc Québécois, mais aussi influencer sur ses concitoyens. Pis encore, en revenant sur l'histoire récente du parti et sur la coalition avortée de 2008, il ne cherche pas à « expliquer comment les gens du passé voyaient les choses », c'est-à-dire comment Gilles Duceppe et son équipe ont pu en venir à privilégier sinon envisager cette voie, mais bien à signifier que ces derniers ont fait fausse route ; en résumant de telle manière la petite histoire du parti, il explique « comment ils auraient dû voir les choses » — selon sa propre vision des événements, du moins.

En considérant cela, il nous faut maintenant déterminer où se situe cette lettre dans le parcours d'Éric Bédard, un historien engagé. De deux choses l'une, soit elle s'inscrit en

continuité avec le reste de son engagement ou au contraire elle tranche quelque peu, alors que l'historien prend la parole en pleine campagne électorale pour exprimer un choix politique. Pour répondre à ces questions, nous avons consulté, pour ne pas dire décortiqué la page personnelle d'Éric Bédard sur le site internet de la TELUQ, où l'historien présente les déclinaisons de ses recherches et de son engagement. Pour les besoins de cette étude de cas, nous allons nous intéresser tout particulièrement aux lettres d'opinion dans les journaux que l'on retrouve dans sa page sous l'onglet « Interventions publiques ». Elles sont intéressantes à plus d'un titre. D'une part, elles nous dévoilent un aspect moins connu, moins publicisé de l'engagement de l'historien de la TÉLUQ. D'autre part, ces lettres nous en apprennent sur les choix — ou les non-choix... — d'Éric Bédard lorsque celui-ci revient sur son propre engagement.

La page personnelle de l'historien est régulièrement mise à jour. De toute évidence, Éric Bédard a un droit de regard sur les modifications apportées à sa propre page. En fait foi la présentation de sa lettre d'opinion du 12 octobre 2011, qu'il présente ainsi : « *Ma* réplique à Donald Fyson sur la place qu'occupe l'histoire nationale ». Nous soulignons. Il s'agit d'une plate-forme privilégiée pour Éric Bédard afin de diffuser, dans l'internet, les résultats de ses recherches ainsi que ses apparitions publiques. Du moins, celles qu'il a choisies d'exposer, de médiatiser.

Comme nous l'avons dit précédemment, au moment de mener cette recherche à l'automne 2011, nous avons recensé 15 lettres originales, mais elles n'apparaissent pas toutes sur sa page. Quatre lettres manquent à l'appel, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas été mises sur sa page, dont la lettre du 30 mars 2011 où Éric Bédard « lâche le Bloc ». Penchons-nous quelque peu sur ces quatre lettres qui ne sont pas répertoriées sur sa page personnelle. Nous tâcherons ici de circonscrire les raisons possibles qui justifient leur absence. Déjà, l'absence du tout premier texte s'explique aisément du fait que c'est le premier qu'Éric Bédard aurait soumis aux journaux, en 2003. Cette lettre ayant été écrite alors qu'il était étudiant, il se peut fort bien que l'historien ait décidé, par la suite, de ne pas la retenir sur sa page, le temps ayant depuis fait son œuvre.

Restent donc trois lettres qui manquent à l'appel. La première paraît le 28 octobre 2005, à l'occasion du dixième anniversaire du référendum, où Éric Bédard traite de la « trudeauisation du projet national ». La deuxième est la lettre du 30 mars 2011 où il « lâche le Bloc ». La dernière paraît le 18 avril 2011 alors que l'historien clame la « [v] ictoire de l'approche Marois ». Pour ces deux dernières lettres, un facteur chronologique pourrait de prime abord expliquer leur absence : elles sont récentes. Or, une autre lettre se retrouve sur le site, datée du 25 avril 2011, où Éric Bédard s'interroge sur la « fin du consensus libéral ». L'explication chronologique est donc à rejeter.

À vrai dire, qu'ont en commun ces trois lettres qui ne se trouvent pas sur sa page personnelle ? Leur objet : la question nationale, le Parti Québécois ou encore le Bloc Québécois. Pour le dire avec Éric Bédard et Xavier Gélinas dans leur article intitulé « Critique d'un néonationalisme en histoire », il n'est pas toujours aisé de savoir si c'est « le chercheur qui s'exprime, ou le citoyen, l'essayiste? Précisons, s'il était nécessaire, que, pas plus que les sujets de nos remarques, nous ne nous prétendons indemnes de cette porosité entre science et opinion ». Il se pourrait fort bien que ce soit par l'« omission » de ces lettres sur sa page personnelle qu'Éric Bédard tire un trait, et tente lui-même de départager l'historien du citoyen.

Or, Éric Bédard signe en tant qu'historien chacune de ces trois lettres absentes de sa page. Qui plus est, deux autres lettres concernant le Parti Québécois apparaissent sur celle-ci. L'une

porte sur André Boisclair et la « colère “bleue” des nationalistes », l'autre sur Pauline Marois où il est question de la réforme scolaire. Sauf que dans celle-ci, Éric Bédard ne signe non pas « historien », mais bien comme « membre du Collectif pour une éducation de qualité ». Ne reste plus que cette lettre sur André Boisclair qui semble être l'exception qui vient confirmer la tendance, si ce n'est la règle suivante : Éric Bédard ne publie pas sur sa page personnelle les lettres d'opinion où il intervient, en apposant sa signature historique, sur le mouvement souverainiste. Trois fois sur quatre, du moins.

À la lumière de tous ces éléments, nous sommes en mesure d'affirmer qu'Éric Bédard, en décidant de ne pas diffuser sa lettre d'opinion intitulée « Je lâche le Bloc » sur sa page personnelle de la TELUQ, a effectué à ce moment un choix réfléchi. Clairement, l'historien semble ici faire une distinction entre sa posture d'historien et celle de citoyen. Or, ces catégories ne sont pas étanches, aussi ne pouvons-nous affirmer hors de tout doute que cette distinction est sciemment réfléchie et surtout, que l'historien l'applique lorsque celui-ci revient sur son propre engagement. Si Éric Bédard ne publicise pas cette lettre d'opinion sur sa page personnelle, plusieurs personnes se sont toutefois chargées de la faire circuler sur la toile, notamment pour la commenter, lui offrir une réplique ou encore pour saluer son propos.

Analyse des commentaires suscités par la lettre d'Éric Bédard

Si l'on ne peut mesurer avec certitude l'effet réel ou ressenti de la lettre intitulée « Je lâche le Bloc », il n'en est pas de même de son écho sur la place publique. Au plus fort de la campagne fédérale de 2011, la chef du Parti Québécois, Pauline Marois, prend même le temps de répliquer « aux souverainistes qui, comme l'historien Éric Bédard, ne se sont pas encore remis de voir Gilles Duceppe, en 2008, appuyer une coalition entre les libéraux de Stéphane Dion et les néo-démocrates de Jack Layton » (*Le Devoir*, 23 avril 2011). Certains lecteurs ont aussi répliqué à la lettre d'Éric Bédard dans les pages du journal *Le Devoir* dans les jours qui ont suivi. Son article fut fort commenté dans le site internet du *Devoir*, les avis étant assez partagés. Les médias sociaux, Twitter en particulier, ont aussi contribué à diffuser la lettre. De nombreux lecteurs, qu'ils soient nationalistes ou non, ont été nombreux à se reconnaître dans les propos de l'historien.

Il faut dire qu'il n'a jamais été aussi aisé de diffuser sur la place publique une opinion par rapport à l'actualité. Nous sommes à l'ère du commentaire et de la prise de parole citoyenne. Chaque jour, des milliers de gens au Québec diffusent sous la forme de blogues, de courrier des lecteurs, ou tout simplement en s'exprimant sur la « twittosphère », leur opinion vis-à-vis l'actualité. C'est dans ce contexte que l'historien Éric Bédard suscite de vives réactions en « lâchant » le Bloc Québécois avec fracas. Dans la toile, à la radio, dans les journaux et à la télévision, plus de 200 personnes aiment, réfutent ou passent le mot dans leur entourage qu'Éric Bédard lâche le Bloc Québécois. Chez ces lecteurs, que suscite l'engagement d'Éric Bédard qui signe sa lettre en tant qu'historien ? Les lecteurs remarquent-ils cette signature d'historien, et si oui, en quoi cela oriente-t-il leur propos ? L'étude de la réception de la lettre d'Éric Bédard nous permet d'entrevoir certains gains et risques inhérents au fait de s'afficher comme historien à l'ère du commentaire.

De toutes les lettres que l'historien a publiées à ce jour, celle du 30 mars 2011 est de loin la plus commentée. À titre d'exemple, prenons trois lettres d'opinion qu'Éric Bédard a fait paraître dans les pages du *Devoir* depuis 2010. C'est le 22 juin 2010 qu'une de ses lettres est

commentée pour la première fois dans le site internet du *Devoir*. Elle suscite quatre commentaires. Le 30 mars 2011, dans sa lettre où il explique pourquoi il ne votera pas pour le Bloc Québécois, nous comptons 83 réactions. Enfin, sa lettre du 12 octobre 2011 — lettre qui ne fait pas partie de l'analyse à proprement parler ; nous la prenons à témoin ici afin d'illustrer un fait, une situation — produit neuf commentaires. Or, il faut le dire, le site internet du *Devoir* n'accueille des commentaires sur ses articles que depuis un certain temps déjà. Cette brève comparaison montre néanmoins la popularité manifeste de la lettre du 30 mars 2011.

Populaire, la lettre d'Éric Bédard a été relayée plus de 100 fois dans les médias sociaux que sont Facebook et Twitter. Bien souvent, la lettre est seulement « recommandée » ou « twittée », ce qui veut dire que le lecteur la relaie auprès de ses contacts, souvent sans la commenter davantage, c'est-à-dire sans la connoter. Comme ce sont ces justifications qui nous intéressent, nous n'analyserons pas en profondeur la réception de la lettre au sein des réseaux sociaux. Notons tout de même que la diffusion de la lettre dans Facebook et Twitter montre que celle-ci est remarquée, et souvent approuvée par plusieurs lecteurs, qui la partagent ensuite auprès de leur propre entourage.

Les journaux, les émissions de talk-radio et de télévision, sans oublier les blogues ainsi que les forums de discussion sont autant d'endroits privilégiés pour commenter l'actualité. Au sein de ces plates-formes, nous avons analysé les commentaires de 106 personnes qui réagissent à la lettre d'Éric Bédard. Habituellement, ceux-ci ne commentent qu'une seule fois la lettre, mais il est arrivé qu'un même lecteur la commente à quatre reprises. Ces réactions ont été publiées entre le 30 mars et le 2 mai 2011, soit entre la date de publication de la lettre et la veille de l'élection fédérale. Ces commentaires sont souvent courts — un paragraphe — , mais peuvent être aussi assez longs — une lettre d'opinion. Nous reconnaissons d'emblée que cet échantillon n'est pas représentatif de la population québécoise et nous ne généraliserons pas nos résultats par-delà notre étude de cas. Or, par une recension exhaustive des commentaires suscités par la lettre d'Éric Bédard, autant dans les journaux que dans internet, nous croyons avoir répertorié la grande majorité de ceux-ci.

Deux groupes de lecteurs réagissent aux propos de l'historien. Le premier groupe est composé de 17 personnalités publiques présentes sur les scènes médiatique et politique. Il s'agit de chroniqueurs comme Éric Duhaime, de politiciens tels que Pauline Marois et d'animateurs radio comme Benoit Dutrizac. Le deuxième groupe est composé de 89 lecteurs provenant du grand public. Ce sont des internautes, des lecteurs de journaux et des blogueurs. Ces deux groupes seront analysés distinctement. Notre but est d'observer comment les lecteurs de la lettre du 30 mars 2011 réagissent au propos d'un historien qui s'engage dans la Cité. En considérant leur nombre et l'espace qui nous est imparti ici, nous porterons une attention particulière aux lecteurs qui identifient clairement Éric Bédard comme historien. Par le fait même, nous serons à même d'observer l'évaluation qui est faite, concrètement, de l'engagement d'un historien dans la Cité.

Le cas des personnalités publiques

Éric Bédard est le premier à lier son intervention publique à son métier d'historien lors d'une entrevue donnée à l'émission de radio *Dutrizac*. En défendant les propos tenus dans sa lettre, il revient sur les origines du Bloc Québécois : « c'est [...] l'accord du lac Meech, d'ailleurs, qui a donné naissance au Bloc Québécois, on l'oublie. C'est pour ça que des fois, les historiens, on

intervient. C'est des petits rappels. » (98,5 FM, 30 mars 2011). De fait, ils sont nombreux à lier l'intervention publique d'Éric Bédard avec son métier d'historien.

Personnalités publiques		
Répliques dans la page <i>Idées du Devoir</i>	Politiciens	Commentateurs politiques/médias
Louise Beaudoin Robert Comeau Gilles Toupin	<i>Parti Québécois</i> Pauline Marois <i>Bloc Québécois</i> Gilles Duceppe Thierry St-Cyr	Antoine Robitaille : <i>Le Devoir</i> Daniel Leblanc: <i>The Globe and Mail</i> Pierre Dubuc : <i>L'Aut'Journal</i> Mathieu Turbide : <i>Journal de Montréal</i> Mario Dumont : <i>V</i> Bouchard en parle : <i>YouTube</i> Benoit Dutrizac : 98,5 FM Joanne Marcotte : Radio X et Blogue Éric Duhaime : <i>Journal de Québec</i> (Blogue) Joseph Facal : Blogue Jacques Brassard : Blogue

Le lendemain de la parution de la lettre d'Éric Bédard, le 1^{er} avril 2011, trois auteurs réagissent à ses propos ; leurs lettres couvrent presque toute la page *Idées du Devoir*. Il s'agit de Louise Beaudoin, Robert Comeau et Gilles Toupin. Sur les ondes de Radio X et dans un langage typique à cette station, Joanne Marcotte commente ainsi ces lettres : « *Le Devoir* qui a publié une lettre d'opinion d'Éric Bédard, tsé qui est l'historien souverainiste qui dit “Moi je lâche le Bloc”. Ben, *Le Devoir* réplique avec pas une, pas deux, mais trois lettres d'opinion... complètement à l'inverse. Tsé pour vous notez, ça voulait tu dire, toi, Éric Bédard prends ton trou. » (Radio X, 6 avril 2011).

Ancienne professeure d'histoire et députée péquiste à ce moment, Louise Beaudoin intitule sa réplique « Pourquoi je voterai pour le Bloc », soit à l'inverse du titre de la lettre d'Éric Bédard parue dans *Le Devoir*. Il est intéressant de noter que ni Éric Bédard, ni sa lettre ne sont mentionnés par la députée. Pour sa part, l'historien Robert Comeau, professeur retraité du Département d'histoire de l'UQÀM, reconnaît d'entrée de jeu qu'il réplique à la lettre d'un collègue militant. Il présente son collègue comme « l'historien Éric Bédard, ex-conseiller de François Legault ». Tout porte à croire que la critique de Robert Comeau en conclusion de sa réplique vise directement son collègue et l'interprétation qu'offre celui-ci de la coalition avortée de 2008 : « je ne veux pas laisser croire que toute histoire du Québec est nécessairement d'orientation ultraconservatrice », de répliquer Robert Comeau. Auteur d'un récent livre d'entretiens avec Gilles Duceppe, Gilles Toupin souligne de son côté le manque de réalisme politique dans l'interprétation de « l'historien souverainiste » vis-à-vis la coalition avortée de 2008. L'interprétation qu'en fait Éric Bédard négligerait « les réalités de la vie politique au jour le jour » et « trahi [t] la pensée du Bloc ». Publiées côte à côte, deux de ces trois répliques critiquent les propos d'un historien qui manque d'impartialité.

Pendant une campagne électorale où le Bloc Québécois décline graduellement dans les intentions de vote, trois politiciens commentent la lettre d'Éric Bédard : Pauline Marois, chef du Parti Québécois, ainsi que Gilles Duceppe et Thierry St-Cyr, respectivement chef et député du Bloc Québécois à cette date. Aucun ne mentionne la signature historique d'Éric Bédard. Or, le 30 mars 2011, dans sa page personnelle, Thierry St-Cyr répond à Éric Bédard en

évoquant le lien de ce dernier avec l'histoire nationale : « Je partage votre passion pour notre histoire nationale. Il ne faut jamais oublier toutes les ignominies que les libéraux ont faites à l'encontre du Québec. Mais ce devoir de mémoire ne doit pas se tourner en une rancœur paralysante qui nous empêcherait de progresser vers notre objectif d'indépendance nationale. » Dans cette citation, Thierry St-Cyr rappelle l'allégeance politique qu'il partage avec Éric Bédard — « notre objectif » — tout comme la nécessaire loyauté qui accompagne celle-ci quand vient le temps d'interpréter les événements du passé.

Onze chroniqueurs politiques commentent également la lettre de l'historien. Parmi eux, seuls Daniel Leblanc du *Globe and Mail* et l'éditorial publié sur la chaîne *YouTube* de l'émission *Bouchard en parle* ne le présentent pas comme un historien. Pour les neuf autres chroniqueurs, la ligne est floue entre la description d'un historien et celle d'un militant souverainiste. Joseph Facal présente Éric Bédard comme un historien et un souverainiste indéfectible, tandis qu'Éric Duhaime le présente quant à lui comme un historien ex-président du Comité des jeunes du Parti Québécois. Lorsque Mario Dumont présente Éric Bédard à son auditoire comme un historien et un nationaliste connu, celui-ci répond d'ailleurs qu'il s'assume comme tel.

Certains chroniqueurs politiques approuvent l'interprétation historique offerte par Éric Bédard sur la coalition avortée de 2008. Par exemple, sur leurs blogues respectifs, deux anciens ministres du Parti Québécois, Jacques Brassard et Joseph Facal, soulignent leur accord avec celle-ci. Jacques Brassard tient même les propos suivants : « J'ai été, moi aussi, à la fois choqué et traumatisé, par l'appui formel accordé en 2008 par le Bloc à une coalition dirigée par Stéphane Dion ». Comme dans les propos de Thierry St-Cyr, cette citation met l'accent sur l'aspect émotif de l'interprétation historique offerte par Éric Bédard.

De manière générale, la majorité des personnalités publiques actives sur les scènes médiatique et politique réagit au propos d'un historien. Éric Bédard est souvent associé à son métier d'historien ; qui plus est, au profil d'un historien militant. Lorsque son travail d'historien est souligné, c'est le plus souvent pour mettre l'accent sur l'aspect émotif et partial de son interprétation historique. Dès lors, il semble que la posture d'historien adoptée par Éric Bédard ne passe pas inaperçue et est un argument utilisé pour critiquer ou saluer les propos de sa lettre.

Le cas des lecteurs provenant du grand public

Passons maintenant aux commentateurs provenant du grand public. Dans ce groupe, nous avons recensé 89 personnes qui commentent la lettre d'Éric Bédard. Soixante-quatre personnes ont écrit leurs commentaires dans le site internet du *Devoir*, dans la section « Vos réactions » située au bas de l'article intitulé « Pourquoi je ne voterai pas pour le Bloc ». Vingt-cinq autres ont écrit leurs commentaires à partir de blogues, de forums de discussion et via le courrier des lecteurs de journaux comme *Le Droit*. Une mise en garde est de mise à propos du niveau de langage de ces commentaires, qui flirtent souvent avec l'insulte. Le processus d'édition, en pareille situation, est inadéquat, pour ne pas dire absent.

Le fait qu'Éric Bédard signe sa lettre d'opinion comme historien ne passe pas inaperçu parmi les 89 personnes que nous avons recensées. Parmi eux, 18 personnes le présentent en effet comme un historien — soit 21,34 % du groupe. Les commentaires de ces 18 personnes seront notre point de départ pour explorer la vision des lecteurs de la lettre à l'endroit de

l'engagement de l'historien. Parmi ces 18 personnes, qu'en est-il de l'image de l'historien qui prend la parole dans la Cité ?

Un seul lecteur commente directement la signature d'historien apposée à la lettre d'Éric Bédard : « Au moins taisez vos titres et vos qualifications. Vous éviterez de donner le mauvais exemple » (*Le Droit*, 31 mars 2011). Cette citation pointe vers une critique de l'éthique de l'historien qui prend la parole dans la Cité. Présent dans les autres réponses, l'enjeu de l'éthique de l'historien engagé est abordé par l'entremise des thèmes de la rigueur, de l'impartialité et de la justesse de l'analyse historique.

Le premier type de critiques à l'endroit de l'historien Éric Bédard concerne son manque de rigueur et se résume à une pensée du type : « un historien devrait savoir ça » (*Le Devoir*, 4 avril 2011). Au *Devoir*, l'historien déclare avoir toujours voté pour le Bloc Québécois, sauf en 1988. Or, le Bloc Québécois n'existait pas en 1988. C'est en 1991 qu'il fut fondé par Lucien Bouchard. Cette erreur se retrouve seulement dans sa lettre parue au *Devoir*, l'erreur ayant été corrigée dans les autres journaux du groupe Gesca. Dans le site internet du *Devoir*, Sylvio Leblanc — commentateur numéro un des courriers des lecteurs au Québec (2008-2009) selon *Influence communication* — est le premier à remarquer l'erreur. Trois autres internautes la soulignent également, dont Marc Tremblay : « Encore le cordonnier mal chaussé. M. Bédard écrit : "Sauf en 1988, j'ai toujours voté pour le Bloc québécois." Le Bloc n'existait pas en 1988. Comment aurait-il pu voter pour ce parti ? Pas fort pour un historien ! » (*Le Devoir*, 30 mars 2011).

Le deuxième type de critiques concerne un défaut d'impartialité chez l'historien et s'illustre par des affirmations comme celles-ci : « monsieur perd le nord pour ses principes » (*Le Devoir*, 30 mars 2011). Cinq personnes mettent en relation le positionnement idéologique d'Éric Bédard et sa lecture du passé. C'est le cas du nommé le philosophe qui écrit : « Historien, votre jusqu'au-boutisme anti-Trudeau vous aveugle jusqu'à ne plus voir les mutations en cours dans le monde » (*Le Devoir*, 31 mars 2011). Comme s'il s'inspirait des critiques de Robert Comeau, Paul-André Desjardins juge pour sa part que « son jupon de droite [à Éric Bédard] dépasse un peu trop » (*Le Soleil*, 31 mars, 2011). La critique n'est pas banale. Comme le rappelle Fernand Dumont qui revient sur l'engagement de l'intellectuel dans la Cité, sa « neutralité, réelle ou fictive, est la source de sa crédibilité ».

À un moment de la campagne où peu de nationalistes ont publiquement fait part de leurs hésitations à voter pour le Bloc Québécois, huit personnes — sur 18 — appuient les propos d'Éric Bédard. Comme le dit l'adage, l'historien semble dire tout haut ce que plusieurs pensent tout bas. Par exemple, l'utilisateur poulp6 souligne la justesse de l'interprétation historique d'Éric Bédard : « pour mes cours d'histoire, le bloc a été fondé pour empêcher les libéraux de prendre le pouvoir comme du temps de trudeau..... et aujourd'hui il veulent faire alliance avec eux mdr [i.e. mort de rire]... » (Cyberpresse, 30 mars 2011).

Inclassable, le blogueur Pierre Morin caricature — littéralement — l'intervention d'Éric Bédard dans l'espace public. Après le « syndrome Éric Bédard », gracieuseté de Pierre Bouchard, utilisateur du site internet Vigile, l'historien est également associé à l'archétype de la « belle-mère », rôle ingrat qui revient normalement aux anciens chefs du Parti Québécois qui, depuis le confort de leur retraite, se plaisent à « conseiller » à satiété leurs successeurs.

Le fait qu'Éric Bédard s'affiche comme historien est un sujet de discussion en soi chez le groupe des lecteurs issus du grand public. La signature d'historien apposée à la lettre d'Éric

Bédard est commentée et critiquée; elle est loin de passer inaperçue. Les critiques des lecteurs signalent certaines attentes implicites envers un historien qui prend la parole dans la Cité. Celui-ci doit dresser un portrait valide voire objectif du passé. Cela dit, Éric Bédard ne reçoit pas que des critiques. L'historien se fait aussi porteur d'un message que plusieurs saluent en raison de la justesse de son analyse historique. De manière générale, la signature historique entraîne les lecteurs qui l'ont remarqué à porter non seulement attention au message de la lettre, mais également à son message.

Il faut noter qu'une majorité des lecteurs du grand public (78,66 %) n'identifie pas Éric Bédard en tant qu'historien. Ceux-ci vont de fait s'intéresser davantage au message qu'au messageur de la lettre. Il nous est difficile pour l'instant d'interpréter la proportion de lecteurs du grand public — un peu plus d'un sur cinq — qui remarquent la signature de l'historien à la lumière de ce seul cas. Des recherches futures, qui pourront s'intéresser à la réception de lettres d'opinion écrites par des historiens ou d'autres spécialistes s'engageant dans la Cité, seront mieux à même de conclure si la proportion que nous avons relevée ici constitue, soit une norme courante, soit une exception. Pour l'instant et concernant notre étude de cas, il est possible d'avancer que la signature d'historien apposée à une lettre d'opinion mène certainement les lecteurs à porter une plus grande attention au titre professionnel de son auteur, et ce, parfois aux dépens de son message.

Conclusion

Par notre étude de cas, nous avons montré comment il en découle aujourd'hui au Québec de la récupération de la parole d'un historien à l'ère du commentaire. Une chose est sûre, le fait qu'Éric Bédard s'affiche comme historien oriente en partie la réception de sa lettre d'opinion. Cette lettre s'inscrit, nous l'avons vu, dans un courant plus large de critiques formulées à l'endroit de la pertinence du Bloc Québécois. Or, malgré son sujet somme toute assez récurrent, la lettre a suscité de fortes vagues. *A posteriori*, la chose n'a rien d'étonnant. Une campagne électorale où le Bloc Québécois dégringole dans les intentions de vote, une invitation par un historien nationaliste bien connu de ne pas voter pour le Bloc Québécois, celle-ci étant publiée dans cinq journaux : tous les éléments étaient en place pour produire un coup d'éclat.

Même si la lettre du 30 mars 2011 est la plus commentée qu'ait écrite Éric Bédard à ce jour, celui-ci a décidé de ne pas la reproduire dans sa page personnelle de la TELUQ. Il s'agit pourtant d'une vitrine de choix pour publiciser ces interventions publiques — ce qu'il fait d'ailleurs de manière assez régulière —, et qui soulève de bien intéressantes questions sur l'historien face à son propre engagement, sur la distinction qu'il fait lui-même entre l'historien et le citoyen. Cela dit, les lecteurs n'ont pas manqué de le remarquer, alors que certains d'entre eux ont souligné la signature historique dans cette lettre. Ce faisant, cette signature devient un argument pour critiquer ou saluer les propos d'Éric Bédard. Sans surprise, ces commentaires visant le messageur de la lettre ont retenu notre attention. Ces commentaires témoignent à notre avis d'une certaine vision de l'engagement historique partagée à la fois par des citoyens et par des personnalités publiques.

Nous avons aussi remarqué certains risques liés à l'engagement d'un historien dans la Cité, notamment la remise en cause de ses connaissances et de son objectivité. Ces risques ne doivent pas nous faire oublier que l'engagement comporte aussi des gains. Éric Bédard gagne

du capital symbolique sur la place publique, tant auprès de commentateurs actifs sur les scènes médiatique et politique qu'auprès d'une partie de son auditoire.

Une question émerge des résultats présentés. Quand l'historien prend la parole dans la Cité, devrait-il taire sa profession? En fait, disons la chose autrement. Pourrait-il seulement le faire? Dans le cas d'un Éric Bédard, ou plus encore d'un Jacques Lacoursière, connu aux yeux de tout un chacun en tant qu'historiens, le simple fait de ne pas se présenter comme historien — pourrait-on leur reprocher de *cache*r ce qui est su par tous? — susciterait peut-être des critiques aussi vives, aussi fortes. Cette question, pour l'instant, reste irrésolue.

Pour en savoir plus

BÉDARD, Éric et Xavier GÉLINAS. « Critique d'un néonationalisme en histoire ». Dans KELLY, Stéphane, dir. *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, p. 73-91.

BÉDARD, Éric et Julien GOYETTE, dir. *Parole d'historiens. Anthologie des réflexions sur l'histoire du Québec*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2006, 481 p.

BÉDARD, Éric. « René Lévesque et l'alliance des bleus ». Dans STEFANESCU, Alexandre, dir. *René Lévesque. Mythes et réalités*. Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 147-159.

BÉDARD, Éric. *Recours aux sources. Essais sur notre rapport au passé*. Montréal, Boréal, 2011, 280 p.

BÉDARD, Éric. « Interventions publiques ». [En ligne] <http://benhur.telug.quebec.ca/SPIP/ebedard/spip.php?article5>.

BIRENDAUM, Jordan. « Genèse des nouvelles Amériques : The Américanité of the Continental Integration Policies of the Bloc Québécois, 1994-2003 ». *Strata : La revue d'histoire des étudiants diplômés de l'Université d'Ottawa/University of Ottawa Graduate Student History Review*, vol. 1 (décembre 2009), p. 68-87.

BOCK-CÔTÉ, Mathieu. *Fin de cycle. Aux origines du malaise politique québécois*. Montréal, Boréal, 2012, 182 p.

BOURDIEU, Pierre. « Pour un savoir engagé ». Dans *Contre-feux 2*. Paris, Raison d'agir, 2001, p. 33-42.

CHARBONNEAU, Marie-France et Guy LACHAPPELLE. *Le Bloc Québécois : 20 ans au nom du Québec*. Montréal, Richard Vézina Éditeur, 2010, 189 p.

CHARAUDEAU, Patrick. *Le discours politique : les masques du pouvoir*. Paris, Vuibert, 2005, 255 p.

DUMONT, Fernand. *Raisons communes*. Montréal, Boréal, 1995, 255 p.

LAMONDE, Yvan. *Historien et citoyen. Navigations au long cours*. Montréal, Fides, 2008, 173 p.

GANI, Raphaël et Alexandre TURGEON. « Éric Bédard "lâche le Bloc". Quand la parole de l'historien résonne dans la Cité ». *HistoireEngagee.ca* (24 septembre 2012), [en ligne]. <http://histoireengagee.ca/?p=2217>.

LEMIEUX, Vincent. *Personnel et partis politiques au Québec : aspects historiques*. Montréal, Boréal Express, 1982, 350 p.

MONIÈRE, Denis. « Les partis politiques en crise ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 1 (automne 2010), p. 59-109.

NOIRIEL, Gérard. *Penser avec, penser contre. Itinéraire d'un historien*. Paris, Belin, 2003, 311 p.

PELLETIER, Réjean. *Partis politiques et société québécoise : de Duplessis à Bourassa, 1944-1970*. Montréal, Québec/Amérique, 1989, 397 p.

RENAUD, Jean. « Religion et politique : Les intellectuels québécois et les dernières élections fédérales ». *Égards : revue de la résistance conservatrice*, n° 32 (été 2011), p. 7-22.

TURGEON, Alexandre. « Entre discussion et polémique : des conceptions de la Cité au sein des pages du *Devoir*, 1970-1979 ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 18, n° 1 (automne 2009), p. 169-181.